

À BIEN Y PENSER

DÉBATS

Permettre l'euthanasie, c'est ouvrir la porte à des abus. La vie nous a été donnée et nous devons la respecter. Soigner nos malades jusqu'à la fin, en prenant des décisions qui respectent le gros bon sens et l'humain devant nous, même si cela touche nos émotions et demande temps et argent, est un devoir. Nos parents se sont occupés de nous comme enfants alors que c'était exigeant; sachons le faire pour eux alors qu'ils se préparent à nous laisser.

— Serge Lajoie

GRAND PRIX

Le mythe des retombées



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

En 2008, quand nos gouvernements négociaient avec le patron de la Formule 1, Bernie Ecclestone, pour le convaincre de ramener le Grand Prix à Montréal, on pouvait déjà exprimer des doutes sur la façon dont on calculait les retombées économiques de l'événement.

Cinq ans plus tard, alors qu'il faut renégocier avec le même personnage pour renouveler l'entente, on découvre qu'on fonctionne toujours avec les mêmes chiffres douteux de l'époque, dont les détails restent toujours secrets. Ce flou nous dit quelque chose.

L'idée de subventionner le Grand Prix du Canada n'est pas une décision économique, mais relève plutôt d'une profession de foi touristique et d'un calcul politique. Comme si nous étions collectivement prisonniers d'un engrenage.

Tout repose sur un fait incontestable. Le Grand Prix est le plus important événement touristique au Canada, qui attire 300 000 personnes, dont environ 40 % d'étrangers. On peut comprendre que l'industrie touristique tienne à ce fleuron.

Mais il y a une sérieuse contrainte. Contrairement aux autres éléments qui attirent des touristes au Québec – festivals, paysage, atmosphère, patrimoine – le Grand Prix est un produit étranger qui ne nous appartient pas. Il faut payer son propriétaire pour qu'il accepte qu'un Grand Prix se déroule à Montréal, ce qui ouvre la porte à un fabuleux chantage.

Face à ces pressions, les politiciens sont impuissants. Il est difficile de dire non au Grand Prix, à plus forte raison en période préélectorale, comme c'était le cas en 2008 pour le gouvernement Charest, et comme ce le sera pour le gouvernement Marois.

L'idée de subventionner le Grand Prix n'est pas une décision économique, mais une profession de foi touristique et un calcul politique.

Cela a donné une entente où les pouvoirs publics versaient 15 millions par année – 5 millions d'Ottawa, 5 millions de Tourisme Montréal, 4 millions de Québec et 1 million de Montréal –, moins 4 millions en partage de recettes. Une subvention qui allait directement dans les poches de M. Ecclestone. Une dépense publique absolument indéfendable si l'on n'arrivait pas à la justifier par des arguments économiques.

D'où le calcul des retombées qui démontrait que le Grand Prix génère une activité économique si importante que les taxes perçues remboursent la subvention. Le ministère des Finances est arrivé à un chiffre de 89,3 millions, en se basant seulement sur les dépenses effectuées par les étrangers, parce que celles des Québécois ne constituent qu'un déplacement. Mais le résultat peut varier énormément selon la précision des données initiales, sur le nombre de touristes étrangers, leurs dépenses réelles, leur portion payée au noir – taxis, prostitution, etc. Dans ce cas-ci, tout reposait sur les chiffres vagues et complaisants de Tourisme Montréal.

D'autant plus qu'on ne devrait même pas parler de retombées. Ce qu'on calcule, ce n'est rien d'autre que les dépenses touristiques, essentiellement une augmentation du taux d'occupation des hôtels, des prix des chambres plus élevés, des dépenses de restauration, surtout dans le centre-ville. Pour les effets économiques plus durables, le Grand Prix, un cirque ambulante qui repart au bout de quelques jours, ne laisse presque rien.

Reste l'argument massue, celui de la visibilité, la publicité télévisuelle dont profite Montréal, dont la fragilité devient évidente quand on pose la question à l'envers. À part Monaco, y a-t-il un site du Grand Prix où on voudrait aller parce qu'on l'a découvert à la télé? Nürburgring? Francochamps? Yeongam? Silverstone? Les villes qui accueillent ces épreuves ont cessé depuis longtemps d'être un club sélect.

Et maintenant, M. Ecclestone veut plus d'argent. Une indexation de 4%, des travaux de 25 à 45 millions. Entre 210 et 230 millions de fonds publics sur 10 ans. C'est cher payé pour être pendant quelques jours le lieu de rencontre des habitués des paradis fiscaux et le haut lieu planétaire de l'augmentation mammaire et de la consommation de champagne.

Un duo qui ravive l'espoir



CLAUDETTE CARBONNEAU
Ex-présidente de la CSN, l'auteure collabore régulièrement à la section Débats.

Jusqu'à récemment, je comptais parmi ces Montréalais déçus et un tantinet découragés à l'idée que l'élection de novembre prochain allait être l'une des plus déconnectées de notre histoire. Les résultats semblaient prévisibles, inappropriés et peu porteurs d'avenir.

Comme à la dernière élection municipale, l'électorat semble à nouveau fragmenté. Selon les sondages, un tiers des voix iraient à Denis Coderre, l'autre tiers se répartirait entre Richard Bergeron et Louise Harel, et le tiers restant appartient aux indécis ou encore à ceux qui cherchent un sauveur!

À l'évidence, le gagnant aura fort à faire pour rallier et mobiliser les Montréalais.

Rien, non plus, de particulièrement enlevant pour amener une forte participation électorale, alors que cette ville est d'abord malade du désintérêt que lui vouent ses propres citoyens. Mais diable, d'où vient ce mal qui nous accable et qui risque d'emporter la métropole du Québec?

Louise Harel et Marcel Côté proviennent d'horizons différents, ils ont des expériences complémentaires. Les deux, surtout, ont chacun leurs réseaux d'appuis qui pourraient permettre à l'est et à l'ouest, à l'ancienne Ville de Montréal et à ses anciennes banlieues, de parler d'une seule voix.

D'abord, il y a cette approche de la politique où l'on s'attarde davantage à l'image et au style des chefs, qu'aux enjeux de fond et à la capacité de chacun de les relever. Voilà qui explique notre appétit sans bornes pour la nouveauté ou pour les figures populistes, quitte à se retrouver quelques mois plus tard dans la rue en scandant «j'ai jamais voté pour ça»!

Ensuite, au terme des processus de fusion et de défusion, Montréal est devenu un monstre ingouvernable issu de compromis bâtards, pour tenter de sauver les meubles. Ce gâchis refroidit des candidatures de qualité.



PHOTO ANDRÉ PICHETTE ET HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, ARCHIVES LA PRESSE
Marcel Côté et Louise Harel.

De surcroît, Montréal est une ville profondément divisée entre l'est et l'ouest, ce qui transparait quand on regarde les divers réseaux d'appuis derrière les candidatures actuelles et celles de la dernière décennie.

Enfin, Montréal souffre depuis longtemps, tant sous la gouverne des



À travers cette grisaille, un souffle d'espoir s'est levé ces derniers jours. Je pense à cette idée de construire une coalition regroupant Louise Harel et Marcel Côté. Les deux proviennent d'horizons différents. Les deux ont des expériences complémentaires. Les deux, surtout, ont chacun leurs réseaux d'appuis qui pourraient permettre à l'est et à l'ouest, à l'ancienne Ville de Montréal et à ses anciennes banlieues de parler d'une seule voix pour pousser Québec à agir et à remettre à l'ordre du jour des débats difficiles, qui asphyxient Montréal.

Un duo qui pourrait permettre d'aller au-delà et d'enfin donner à Montréal les pouvoirs et les revenus qui conviennent à une métropole. Rêver programme sans s'attaquer à ces lacunes de base, c'est se réfugier dans de la politique-fiction.

Il y a encore probablement loin de la coupe aux lèvres. Je dois dire cependant qu'il y avait un vent de fraîcheur à entendre l'un et l'autre témoigner du désir de servir et de s'élever au-delà du débat partisan.

Quel contraste avec Denis Coderre, qui a eu le bon goût de dire en se présentant qu'il ne se prend pas pour un sauveur, mais qui, dans son discours d'adieu à Ottawa, parle de lui-même comme d'un incontournable.

À suivre et à encourager, cette idée de coalition.

Un forum nostalgique



KHALID ADNANE
L'auteur est économiste à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke.

Dans quelques jours, la Grande-Bretagne accueillera le 39^e sommet du G8 au Lough Erne Golf Resort d'Enniskillen. Comme chaque année, on assistera encore à diverses manifestations, on entendra bien des critiques sur les coûts d'organisation et la rencontre se terminera avec une valse de promesses!

Mais, au-delà de tous ces éléments, c'est surtout la pertinence du G8 qui sera à nouveau remise en question: sur le plan de sa structure et surtout, sur le plan de sa représentativité des nouvelles réalités économiques mondiales.

Sur le plan de la structure, bien des choses ont changé depuis le premier sommet de Rambouillet en 1975. Créé sous l'impulsion de l'ancien chancelier allemand Helmut Schmidt et de l'ancien président français Valéry Giscard d'Estaing, ce club select (que la Russie a rejoint en 1997), se voulait un cadre simple et informel où les leaders mondiaux pouvaient échanger sur les grands enjeux économiques.

Mais, très rapidement, ce cadre s'est transformé en une structure bureaucratique de plus en plus imposante. À titre d'exemple, les délégations qui accompagnent chacun des pays participants lors du sommet sont devenues gigantesques, voire démesurées: des centaines de personnes par pays alors qu'elles étaient à peine une dizaine au tout début.

Par ailleurs, des rencontres ont lieu maintenant tout au long de l'année: d'un côté, entre les hauts fonctionnaires, «les sherpas», afin de discuter des points à mettre à l'ordre du jour du Sommet, et de l'autre, des réunions ministérielles entre les ministres des Finances ainsi qu'entre les ministres des Affaires étrangères. Si bien qu'on assiste à une véritable mutation bureaucratique qui vient bouleverser complètement le cadre intime et personnalisé visé au départ par cette instance.

Sur le plan de la représentativité, la prétention de ce forum à définir les



PHOTO ANDREW COWIE, AGENCE FRANCE-PRESSE
Des manifestants à Londres tiennent une bannière en protestation au sommet du G8, qui se tiendra en Irlande du Nord la semaine prochaine.

grandes orientations mondiales pose elle aussi problème. Depuis les deux dernières décennies, on assiste à un nouvel équilibre économique mondial où des puissances émergentes comme celles du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) occupent une place de plus en plus prépondérante.

Depuis 1993, la part de la richesse mondiale détenue par ce groupe de pays a presque doublé, passant de 15 % à 28 %, alors que celle des pays du G8

Depuis 1993, la part de la richesse mondiale détenue par les pays du G8 (sans la Russie) a chuté de 51 % à 37 %, alors que celle des pays des BRICS a presque doublé, passant de 15 % à 28 %.

(sans la Russie) a chuté de 51 % à 37 %. Pendant la même période, les États-Unis ont vu leur part régresser (de 23 % à 18 %) alors que celle de l'Inde a doublé (de 3 % à 6 %) et celle de la Chine a plus que triplé (de 5 % à 16 %). Enfin, durant les dernières années, le Brésil s'est hissé à la 7^e place dans le classement économique mondial, pendant que la Chine s'est accaparée du deuxième rang, tout juste derrière les États-Unis.

En ce sens, la reconfiguration du pouvoir économique à l'échelle mondiale à laquelle nous assistons depuis les deux dernières décennies ne fera que s'accroître et viendra remettre davantage en question la pertinence du G8 tel qu'il est édifié actuellement: une instance quelque peu dépassée, voire nostalgique, qu'il faudra repenser afin qu'elle soit plus efficace et plus représentative des nouvelles réalités mondiales, notamment économiques.

Comme le mentionnait si bien, M. Giscard d'Estaing dans un entretien au journal *Le Figaro* il y a quelques années: «Lorsque le PIB de la Chine et celui de l'Inde auront dépassé les niveaux de tous les membres du G8, à l'exception des États-Unis et peut-être du Japon, ce qui ne saurait beaucoup tarder, il sera bon de rechercher une forme plus adaptée de gouvernance économique mondiale. Rambouillet aura fait son temps.»
Et comment!